

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



Le CNAPD — Belgique

C.N.A.P.D.—Belgium

El C.N.A.P.D.—Bélgica

Pierre Galand

Numéro 12 (52), automne 1984

Le mouvement pour le désarmement et la paix

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034574ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034574ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galand, P. (1984). Le CNAPD — Belgique. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (12), 173–179.
<https://doi.org/10.7202/1034574ar>

Résumé de l'article

En parcourant l'histoire d'une coordination pacifique, le lecteur percevra son caractère original dans les années 70 en tant que regroupement pluraliste des progressistes. Il verra que le débat et la mobilisation autour des thèmes du désarmement, de la reconversion et du commerce des armes, de l'objection de conscience, ont été jumelés à ceux des luttes de libération, de la solidarité Nord-Sud et des libertés démocratiques. C'est sur la base de ces thèmes que dès 1977, le CNAPD se lance dans le débat « Désarmer pour développer », débat qui va s'articuler principalement autour de la mobilisation antimissiles, ces cinq dernières années.

Le CNAPD — Belgique

P. Galand

Une histoire

C'est en 1970, ils ont 25 ans en moyenne et une dizaine sont responsables d'organisations de jeunesse, de syndicats étudiants, de comités de solidarité avec le Tiers-Monde. Ils entendent

- réagir contre l'échec des grandes marches anti-atomiques des années 60 (les illusions de l'appel de Stockholm sont anéanties à la suite de l'invasion de la Tchécoslovaquie) ;
- réagir face aux espoirs déçus de mai 68 ;
- réagir à un discours d'aide au Tiers-Monde qui leur semble un remède de bonne conscience.

Ils sont convaincus que la Wallonie ne peut évoluer sans un large front progressiste et entendent le réaliser sur la base d'une alliance entre jeunes socialistes, chrétiens progressistes et communistes. Les

partis et les groupes d'extrême gauche sont déclarés « non admis » : les premiers, afin de ne pas dépendre des alliances nationales ou des tendances dominantes, les seconds, afin de ne pas tomber dans les débats stériles d'une révolution théorique.

Par contre, l'ouverture est la plus large pour les organisations qui militent pour la paix, l'objection de conscience, le soutien aux luttes de libération. En assemblée, le leadership des organisations de jeunesse progressistes sera consacré et la règle d'un consensus sera adoptée. Par étapes successives, la plate-forme suivante est adoptée et sert depuis, de charte d'adhésion à l'organisation de coordination qu'est le CNAPD — Comité national d'action pour la paix et le développement.

Le CNAPD, qui existe depuis

1970, coordonne d'une manière permanente l'action des organisations progressistes de jeunesse, de paix et de développement sur la base des thèmes suivants :

LA LUTTE POUR LA PAIX, la détente et le démantèlement des blocs militaires.

- la lutte contre la course aux armements, pour un contrôle démocratique réel de la politique de défense ainsi que du commerce des armes pour la reconversion des industries d'armement en industries civiles ;
- la volonté de créer en Europe une zone dénucléarisée associant des pays du pacte de Varsovie et de l'OTAN. Dès à présent, le refus d'installer des missiles nucléaires en Europe et l'exigence du retrait des armes nucléaires orientées vers le théâtre européen ;
- la lutte contre toute politique d'in-

174

tervention ou d'ingérence des grandes puissances ou de quelque pays que ce soit — et notamment celle résultant de la logique des blocs — dans les affaires des pays tiers ;

- la lutte en faveur de l'objection de conscience et des alternatives civiles et populaires à la défense armée.

LA LUTTE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE et le soutien aux luttes de libération.

- la lutte contre les formes de domination s'exerçant à l'intérieur ou à partir de pays industrialisés solidairement avec les peuples auxquels ces pays imposent leur relation de domination, en particulier les peuples du Tiers-Monde, et le soutien à tout ce qui assure la libération et le développement des communautés humaines où qu'elles se situent. Ceci implique la lutte contre le pouvoir incontrôlé et les exactions de sociétés transnationales notamment par des actions de boycott.

LA LUTTE POUR LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES indissociables d'une société progressiste qui développe la justice sociale, économique, politique et rejette toute forme de normalisation. Ceci implique en particulier la lutte contre

- le fichage politique des citoyens ;
- l'espace judiciaire européen ;
- la militarisation de la société ;
- toute discrimination envers les jeunes, les femmes et les mino-

rités, et les conditions qui engendrent leur dépendance, notamment par leur exclusion du circuit économique ;

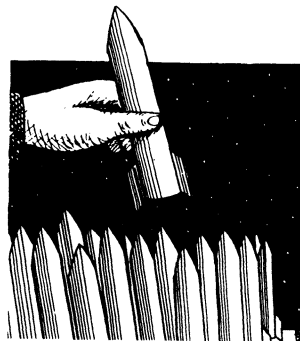
- la lutte contre le racisme et la xénophobie et contre toute forme de glissement vers un État autoritaire et de renaissance du fascisme ;
- la lutte pour l'égalité des droits entre Belges et immigrés ;
- la lutte pour la protection de l'environnement et pour le contrôle démocratique de l'énergie.

Pour les organisations membres du CNAPD, toutes ces luttes impliquent un vaste effort de conscientisation et de mobilisation des jeunes — travailleurs, étudiants et sans emplois — pour l'abolition de leur dépendance entretenue et la promotion de leurs droits de citoyens à part entière et pour leur plein accès aux responsabilités, tant sur le plan régional ou national que sur le plan international. En effet, pour le CNAPD, les luttes pour la paix, le développement et le droit des peuples, les libertés individuelles, les droits économiques et sociaux sont indissociables et inséparables du combat des travailleurs, des démocrates et des jeunes liés à leurs préoccupations quotidiennes.

Aujourd'hui, une trentaine d'organisations sont membres du CNAPD.

Les débuts du CNAPD sont glorieux puisque les organisations membres obtiendront la fermeture de la plus grande *Jung Welfare* organisée à Bruxelles. (Il s'agissait d'une foire commerciale peu scrupuleuse, pour les jeunes.) Au cours des années suivantes les manifestations de solidarité avec les peuples en lutte en Amérique latine, en Afrique australe, au Viêt-nam, les dénonciations du commerce des armes, du racisme, la lutte en faveur d'un droit syndical à l'armée, d'un statut des émigrés, de l'objection de conscience, la lutte contre l'armée de métier et les dépenses d'ar-

mements, permettent au CNAPD d'affirmer sa capacité de mobilisation et favorisent l'approfondissement du débat entre organisations progressistes.



Et les missiles

Fin 1977, le CNAPD décide d'organiser une manifestation de rue en soutien à l'ouverture de la première session des Nations Unies pour le Désarmement, DD1. C'est le moment de faire le point sur l'état de la course aux armements et de presser le Parlement belge et les forces sociales de débattre du sujet à la veille de l'ouverture de la session à New York.

La manifestation aura lieu en mai 1978 sur le thème : « Désarmer pour survivre ». Elle sera l'occasion d'un débat parlementaire public, d'une lettre des évêques de Belgique, d'un travail d'information de l'opinion publique, notamment grâce à plusieurs émissions de télévision et de radio.

Tous les espoirs sont permis. Le ministre belge des Relations extérieures part à New York avec trois propositions, l'une sur le désarmement régionalisé en Europe, l'autre sur les mesures de confiance réciproque, la troisième sur le contrôle des armes bactériologiques et chimiques.

À cette même époque, le CNAPD s'inquiète du déploiement des premiers SS-20 et, contre toute attente, des responsables de la politique étrangère belge rassurent les

militants en parlant de missiles de remplacement des SS-4 et 5, discours, somme toute, fort semblable à celui tenu par l'OTAN aujourd'hui sur les SS-21, 22, 23. Ces assurances peu convaincantes amènent certains membres du CNAPD à exiger un débat de fond sur ces fameux SS-20. Le débat sera pris en charge par la Concertation Paix et Développement et aura lieu à Charleroi en octobre 1979. Il donnera l'occasion à Jacques Hurtzinger, actuel secrétaire adjoint du PS français, d'exposer ses vues sur la question, vues partagées d'ailleurs par les amis du CIDEPE, animé par Jos Beni¹.

Fin 1978, alors que la session de New York se clôture sur des déclarations pacifiques merveilleuses, les premières informations relatives aux nouvelles positions de l'OTAN sur le déséquilibre des armes nucléaires à moyenne portée en Europe (INF), commencent à circuler de manière imprécise, sous la forme du programme de déploiement des *Pershing II* et *Cruise* dans cinq pays européens, dont la Belgique, dès le début 1979.

La réaction du CNAPD est immédiate. Une assemblée générale décide d'appeler une manifestation européenne le 9 décembre 1979 à la veille de la réunion de l'OTAN prévue les 11, 12 et 13 décembre 1979.

En Belgique et en Hollande, les 50 000 manifestants de Bruxelles obtiennent un succès : leurs gouvernements hésitent et n'osent s'engager sans nuance derrière la double décision de l'OTAN du 12 décembre : 1) déploiement de 108 missiles *Pershing II* et de 464 missiles de croisière dans cinq pays européens dont la Belgique ; 2) proposition de négociations sur les armes nucléaires à portée intermédiaire avec l'URSS.

Pendant ce temps, en Europe, s'accélère le développement des structures de coordination, l'une au niveau de la réflexion et du débat

autour de *European Nuclear Disarmament* et de la convention Russell, l'autre autour de l'IPCC, *International Peace Communication and Coordination Center*.

En 1980, le CNAPD, préoccupé des tendances réactionnaires qui accompagnent la crise économique, organise une manifestation contre le racisme : « Non au fascisme, non au racisme ». En octobre 1980, 100 000 personnes manifestent sur ces slogans, ce qui permet le vote au parlement d'un statut des immigrés. Ce statut, le gouvernement belge se chargera de le combattre dès l'année suivante et en trois ans, tous ses effets positifs seront annulés par une droite qui fait de l'immigration une arme de combat. Il n'est dès lors pas étonnant que, malgré des protestations, cette même droite accueille aujourd'hui, comme d'autres gouvernements européens, le chef du gouvernement raciste d'Afrique du Sud, P.W. Botha.

La même année, le CNAPD publie avec la Ligue belge des Droits de l'Homme, un ouvrage de 300 pages : *Les libertés malades du pouvoir*. Le 9 mai de l'année suivante, il organise « La Fête des Libertés » car comme le dit Gérard Soulier, « Les libertés qui ne sont pas défendues disparaissent, les libertés qui ne sont pas acquises restent des songes² ».

Y a-t-il un lien entre l'ensemble de ces événements ? Pour le CNAPD, c'est évident et par la mobilisation à l'occasion de ces événements, il conforte sa base et organise le débat internationaliste : « Désarmer pour développer ».



L'automne 81

Le CNAPD, en association avec son homologue flamand le VAKA, *Vlaams Aktiekomitee tegen Atoomwapens* (Comité d'action flamand contre les armes atomiques), appelle comme les autres mouvements indépendants d'Europe occidentale, à une grande manifestation anti-missiles durant la semaine des Nations Unies pour le Désarmement. Deux cent mille personnes³ défilèrent à Bruxelles sur six slogans :

Pas d'armes nucléaires ni en Belgique ni en Europe !

Bombe à neutrons, *Pershing II*, *Cruise* : non !

Démantèlement des SS-20

Démantèlement des armes nucléaires existantes

Zone dénucléarisée en Europe

Politique de paix indépendante et active de la Belgique

Pas de missiles : un pas vers le désarmement.

Il faut savoir que le Belge n'est pas un manifestant par vocation, aussi la manifestation des 200 000 va-t-elle impressionner les milieux politiques.

Les déclarations politiques se succèdent et sont des occasions de répercuter une série de propositions défendues par le Mouvement pour la paix, notamment la dénucléarisation de l'Europe, l'évaluation plus technique des options de l'OTAN (« tout au nucléaire ») et la nature politique du débat sur le déploiement des missiles.

Ce débat politique doit notamment permettre de redéfinir les rapports entre l'Europe occidentale et les États-Unis et de préciser les besoins de sécurité des populations européennes. Reagan n'a-t-il pas été lui-même promoteur du débat, puisqu'il déclarait au début d'octobre 1981 que le déploiement des euromissiles ou missiles de théâtre correspondait effectivement à une stratégie nouvelle de guerre en avant ou de guerre limitée à l'Europe ?

176 L'automne 81 voit l'ouverture des négociations de Genève en novembre. Concernant ces négociations, l'avis du Mouvement pour la paix d'Europe occidentale est plutôt négatif. Cet avis sera clairement énoncé lors de la première convention END (Désarmement nucléaire européen) à Bruxelles, en juillet 1982. À l'END, ce sont les thèses de *detente from below* et les notions de *like-minded countries* qui sont de mise. Le CNAPD adhère à ces thèses, mais est plus nuancé quant aux négociations de Genève.

Pour des raisons de stratégie politique, le CNAPD ne croit pas à l'unilatéralisme qui guide les autres mouvements européens. Il estime en effet que seules des négociations aboutiront à débloquer la situation. Dès lors, il se battra pour que la Belgique prenne des initiatives indépendantes en vue de favoriser d'une part, une négociation où les Européens, principaux concernés, soient présents, et d'autre part, des négociations entre partenaires européens de l'Ouest et de l'Est. C'est dans cette perspective que les contacts avec l'Est vont prendre une plus grande place, tant avec les mouvements officiels qu'avec les mouvements indépendants.

Les années 1982 et 83 seront mises à profit pour développer trois axes d'activité.

Premier axe

Mieux connaître et mieux faire connaître les enjeux du débat sur les euromissiles, le pourquoi de l'empressement de l'OTAN, le fait qu'il s'agit d'un débat concernant la sécurité européenne, mais aussi celle de l'ensemble du bassin méditerranéen. À cet égard, l'agression israélienne contre le Liban et contre l'OLP sera une occasion de manifester une solidarité avec la résistance populaire et de dénoncer la manière suivant laquelle les Occidentaux organisent la défense de leurs intérêts au Moyen-Orient et dans la région s'étendant à la Turquie et à Chypre. En avril 1982, la Concertation Paix et Développement appelle à Bruxelles un forum sur le thème : « Désarmer pour développer ». Trois cents participants de 30 pays réfléchiront sur ce thème, dont les membres d'une délégation du Nicaragua.

Deuxième axe

Renforcer l'implantation du mouvement de lutte antimissiles et pour la paix dans toutes les localités du pays wallon. La création de comités locaux accompagnant la campagne pour les « communes dénucléarisées » va accélérer ce processus de mobilisation par la base et selon les principes de rassemblement des progressistes qui animent le CNAPD. Plusieurs assemblées nationales et régionales de comités locaux et du CNAPD permettront de faire un pas qualitatif important dans la mobilisation populaire et la formation des militants de base. Une réunion internationale des maires de communes dénucléarisées des cinq pays d'implantation a lieu à Bruxelles les 11 et 12 avril 1983 en vue de créer un comité *ad hoc*.

Troisième axe

Établir le relais institutionnel. Pour le CNAPD, il fallait, avec l'appui des maires des communes dénucléarisées, souvent aussi par-

lementaires nationaux, et grâce à la pression exercée par des comités locaux, remonter dans les institutions sociales et politiques afin de gagner celles-ci à la cause antimissiles. Un travail de liaison avec des groupements alliés, Églises, syndicats, partis, organisations de femmes, universités, associations professionnelles (médecins, juristes), devait permettre de mesurer la distance, les incompréhensions, les méconnaissances et de tenter d'établir des ponts.

La décision au niveau IPCC, soit une décision européenne, d'appeler comme en 1981 à un automne chaud en 1983, allait être l'occasion de mesurer l'efficacité du travail réalisé. Le 23 octobre 1983, 400 000 manifestants répondaient à l'appel du CNAPD et du VAKA. Dans la rue, côte à côte, des personnes de tous les horizons philosophiques, des travailleurs et des politiciens de tous bords, sauf de droite, adhéraient aux mots d'ordre :

Pas de missiles : un pas vers le désarmement !

Pas de nouvelles armes nucléaires, ni en Belgique ni en Europe
Bombe à neutrons, *Pershing II*, *Cruise* : non

Démantèlement des SS-20

Démantèlement des armes nucléaires existantes

Zone dénucléarisée en Europe
Politique de paix indépendante et active de la Belgique

États-Unis-URSS : gel de la course aux armements nucléaires

Désarmer pour développer.

Comment se fait-il, dès lors, que trois semaines plus tard, un débat parlementaire sur les euromissiles allait permettre à l'OTAN de chanter victoire ?

Inquiet de voir une partie de sa propre majorité mettre en doute la décision de l'OTAN de décembre 1979, le gouvernement allait obliger cette majorité à confirmer le rôle du gouvernement comme seul « décideur » en matière de déploie-

ment de missiles à Florennes en Belgique.

Les jeux étaient donc faits. Non, car tour à tour, les ministres des Relations extérieures et de la Défense vont se lancer dans des interprétations de la position belge qui mettra dans l'embarras le parti démocrate-chrétien flamand, majoritaire. Ce parti est soutenu par une partie du mouvement ouvrier chrétien, mouvement qui avec nuances, certes, est opposé à la décision pure et simple de l'OTAN concernant les missiles.

Alors que l'on procède au déploiement de *Cruises* en Grande-Bretagne et en Italie, et de *Pershing* en Allemagne fédérale, le 30 décembre le premier ministre confirme aux délégués du CNAPD et du VAKA que la décision relative au déploiement n'est pas prise et que le gouvernement belge, tout en adhérant à la double décision de l'OTAN, se réserve le droit d'évaluer la nécessité ou non du déploiement de missiles sur le territoire belge. Il déclare toutefois que les travaux d'aménagement de la base militaire de Florennes seront entrepris dès mai 1984, en présence d'experts militaires américains, et ce afin d'être prêts à une éventuelle décision de déploiement en 1985. La décision elle-même dépendra de la situation internationale et des progrès des négociations Est-Ouest. Celles de Genève étant interrompues, on peut se demander le sens de tels propos.

Pour l'OTAN, et principalement pour les Américains et leur ambassade à Bruxelles, le travail de pression a fortement évolué entre 1980 et 1983-84.

En 1980-81-82, tout est bon pour critiquer, discréditer, dénoncer comme agents de Moscou les mouvements indépendants d'Europe occidentale. Juin 1982, n'oublions pas, est le moment où, à l'occasion de la décevante deuxième session des Nations Unies pour le désarmement, se déroule à New York

une manifestation importante en faveur du gel des armements nucléaires et d'une liaison accrue entre les thèmes de développement et crise.

Par la suite, les attaques contre le Mouvement pour la paix seront moins systématiques. Apparaîtra une nouvelle tendance, celle de nouer des contacts avec les pacifistes afin de mieux connaître leurs objectifs.

En 1983-84, si les Américains abandonnent l'essentiel de leurs attaques contre le Mouvement, c'est pour se consacrer de manière plus soutenue à l'encadrement de ceux qui décident. Pour eux, quoiqu'en pensent les populations européennes, il faut que les « décideurs décident ». Ce qu'ils ont accepté en décembre 1979 doit être respecté. Ne sont-ce pas ces mêmes Européens, le chancelier Schmidt en tête, qui ont plaidé pour un rééquilibrage en centre Europe, diront les Américains ? Schmidt n'étant pas très loquace, les Américains ont entre-temps trouvé en la personne de François Mitterand un allié de poids et c'est Mitterand qui permet à la droite européenne de se conforter dans ses positions pro-atlantistes. La tactique est payante puisqu'aucun des pays ayant fermement accepté la décision en 1979 n'a rechigné pour accueillir fin 1983 les premières batteries de *Pershing* et de *Cruise*.

Il reste la Hollande et la Belgique, face auxquelles les États-Unis témoignent d'une certaine nervosité ; certes, le candidat Reagan considère que, l'OTAN ayant fait preuve d'une grande cohésion ces dernières années, le refus d'un ou deux petits pays serait sans conséquence. Il est curieux de constater que Reagan, à la veille de son voyage en Europe, en juin 1984, a parlé à propos des missiles de cohésion de l'Alliance et non du danger soviétique.

Ce danger, il serait erroné de soudain l'escamoter. Le CNAPD,

en luttant contre le déploiement des *Cruise* et *Pershing*, lutte concomitamment pour le démantèlement des SS-20. Pour le CNAPD, moins de missiles à l'Est comme à l'Ouest, c'est plus de sécurité pour tous les Européens, mais aussi, à terme, plus de liberté pour tous. La pression occidentale est un argument de choix entre les mains des Soviétiques qui exigent une cohésion du pacte de Varsovie ; ils peuvent exercer une répression à l'égard de ceux qui, comme chez nous mais avec plus de risques, dénoncent la militarisation à outrance de la société soviétique et le déploiement ininterrompu de SS-20 et aujourd'hui de SS-21, 22 et 23.

Car le CNAPD, comme les autres mouvements de lutte antimissiles, n'est pas dupe des enjeux militaires à l'Est. Il a la maturité suffisante pour tirer des conclusions d'événements comme l'invasion de l'Afghanistan au lendemain de la décision de l'OTAN de décembre 1979, l'arrêt de tout processus de démocratisation syndicale et la répression contre *Solidarnosc* fin 1981, et le déploiement en Europe orientale de missiles à moyenne portée de première frappe fin 1983, qui démontrent la détermination du bloc soviétique de riposter par la force.

L'URSS a fait nombre de propositions fort intéressantes afin d'obtenir le non-déploiement des euromissiles américains en Europe mais elle n'a fait aucun geste concret. À l'Est, elle ne fait aucune concession à ceux qui expriment publiquement des opinions non conformes à celles des mouvements officiels de la paix. Nos amis du groupe de Moscou visant l'établissement d'une relation de confiance entre l'URSS et les États-Unis, ceux de la Charte 77 en Tchécoslovaquie, ou celles du mouvement « Femmes pour la paix en RDA », paient cher, trop cher, leur combat pour le droit à exprimer leur vision de la construction d'une société pacifique.

De plus, le contrôle accru exercé sur les citoyens vivant près des bases militaires nucléaires à l'Ouest, l'est encore plus à l'Est. Quant au poids exercé par la recherche-développement à finalité militaire sur les budgets nationaux, il est lourd dans l'économie soviétique et confère aux secteurs d'économie de guerre, un rôle politique important.

Ces caractéristiques se retrouvent également dans le schéma de l'économie américaine. Un revenu national plus important rend cependant la charge moyenne *per capita* moins lourde pour le citoyen américain.

Pour le CNAPD, parallèlement au déploiement des missiles à moyenne portée qui constitue un danger réel et une étape dans la course aux armements, l'opinion doit se rendre compte que d'autres étapes en matière d'armement conventionnel ou d'armes bactériologiques et chimiques sont en préparation.

Le débat autour des missiles et la lutte contre leur installation doit donc s'inscrire dans une perspective globale concernant les choix de défense, leurs implications stratégiques et économiques tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

En effet, les enjeux sont à l'évidence mondialisés et l'Europe y participe étroitement. Il est impossible de ne pas relier la lutte antimissiles aux luttes menées par des

populations qui veulent se créer des espaces de liberté. Le combat contre l'ordre établi par les superpuissances depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, contre ceux qui trouvent dans l'allégeance aux maîtres du monde leur satisfaction, passe par un travail important auprès des masses populaires de nos pays pour lesquelles l'internationalisme est devenu au fil du temps une notion des plus confuses. Ce combat passe nécessairement par la création de nouvelles solidarités et par le soutien à ceux qui organisent une résistance.

À ce sujet, les mouvements pour la paix ont fait de louables efforts mais principalement au travers de déclarations, aussi leur faudra-t-il beaucoup de détermination et d'intelligence pour aller à la rencontre de ceux qui sont déçus par l'échec de leurs actions en Europe et pour organiser ces mouvements de solidarité et de résistance. Il s'agit d'un terrain où la personnalité religieuse ou bourgeoise d'un grand nombre de militants et responsables du mouvement, risque de leur faire commettre des erreurs. Il ne s'agit, en effet, ni de partir en mission, ni de prêcher la vérité des pacifistes, mais de développer des réseaux qui permettront au mouvement social de masse que constituent les mouvements pour la paix de faire front et de forcer des changements en matière de sécurité des peuples.

Les élections européennes auraient pu être pour le Mouvement pour la paix, une occasion de démontrer son caractère de réseau. Il n'en fut rien malgré quelques réunions de l'IPCC sur ce thème, ce qui est regrettable car le mouvement indépendant pour la paix aura sans nul doute été, durant les automnes 81 et 83, le seul grand mouvement européen.

Aujourd'hui, il nous faut réagir contre les responsables européens qui souhaitent présenter le déploiement des euromissiles comme un fait accompli, une page tournée. Il

faut refuser une telle position et ce pour plusieurs motifs :

1. Les responsables politiques européens ont accepté les positions de la Maison-Blanche au point qu'ils sont incapables d'exiger d'être présents lors de toute discussion concernant la sécurité des Européens ;

2. Ces responsables sont incapables de constater que la situation européenne n'est qu'un des points qui préoccupent les superpuissances et que leur allégeance non critique à l'égard de Washington les éloigne d'autres peuples qui sont, pourtant, leurs alliés ;

3. Les porte-parole de « l'après-déploiement » veulent dès à présent, imposer de nouvelles étapes dans la course aux armements en Europe, principalement en amenant la discussion sur le terrain du conventionnel avec le plan Rogers et la théorie *Air-Land Battle*. Dans le même temps, les États-Unis, eux, préparent la guerre de l'espace ;

4. Parmi ceux qui ont exprimé des réticences vis-à-vis les déploiements d'euromissiles et la nucléarisation accrue de l'Europe, il se trouve des parlementaires estimant que l'approvisionnement en armes et la défense commune doivent être élaborés dans le cadre d'une politique industrielle à l'échelle de la Communauté économique européenne ;

5. L'OTAN a démontré la faillite de ses propositions de négociation par la force telle que prévue en décembre 1979. Il y a plus d'armes nucléaires, plus performantes, et de *first strike* en Europe, à l'Est et à l'Ouest, et l'on se trouve face à une diminution absolue de la sécurité européenne.

Le Mouvement pour la paix doit mener son combat en Europe pour forcer les États à accepter la « réversibilité ». Il faut que l'Est et l'Ouest acceptent de revenir sur le déploiement de missiles de moyenne portée, actuellement acquis ou en cours. C'est le sens du « Stop ou gel et retrait » actuellement en dis-

cussion au sein de l'IPCC.

Pour le Mouvement pour la paix en Belgique et en Hollande, où les missiles *Cruise* n'ont pas encore été acceptés par les gouvernements, le combat consiste à présenter le non-déploiement comme une initiative de petits pays occidentaux pour aboutir à cette « réversibilité ».

Il faut que les nations européennes de l'Est et de l'Ouest considèrent le non-déploiement des missiles au Bénélux comme une chance à saisir pour relancer un processus de paix basé sur la sécurité réciproque. Le non-déploiement est un pas, il faut le considérer comme une étape d'un nouveau progrès vers la détente et le désarmement.

Les Belges qui se sont prononcés massivement contre l'implantation de missiles sur leur territoire, ont aujourd'hui, après cinq ans de luttes antimissiles, une compréhension plus sereine et approfondie des questions de sécurité, de la course aux armements et de la situation internationale. C'est un acquis important. Par contre, il est regrettable qu'une large majorité de politiciens n'aient progressé au même rythme. C'est une tâche d'éducation, de pression et de choix politique à laquelle le Mouvement pour la paix doit s'atteler avec plus de force.

Bruxelles, 14 juin 1984
Pierre Galand

Pierre Galand

Secrétaire général d'OXFAM, Belgique, président du CNAPD (Comité national d'action pour la paix et le développement).

Économiste, né en juillet 1940.

Aucune affiliation politique à un parti, d'origine chrétienne, adhère aux thèses marxiste et tiers-mondiste, militant anti-colonialiste, anti-impérialiste, à l'école des écrits d'Amilcar Cabral et de Camillo Torres.

Écrits : Divers articles sur le Tiers-Monde, le désarmement et le Sahara occidental. Participation à trois collectifs ayant publié les ouvrages suivants :

- *L'Europe en voie de sous-développement*, Groupe des Économistes Marxistes, 1977.
- *Les libertés malades du pouvoir*, E.V.O., Belgique, novembre 1980.
- *L'aide de la Belgique aux pays en développement*, Contradiction et E.V.O., Belgique, 1983.

NOTES

¹ Le CIDEPE adhère au CNAPD en 1980. Son animateur participera en 1983 durant six mois au bureau du CNAPD, avant de se retirer, son mouvement étant devenu inexistant.

² G. Soulier, « La crise et le droit », *Leviathan*, 1979, 2, p. 31.

³ Le peuple flamand, par tradition plus sensible au pacifisme, sera nettement mieux représenté que les Wallons, à l'occasion de cette manifestation.